



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1999/121
5 février 1999
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 4 FÉVRIER 1999, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre que le Président de la Banque mondiale, M. James D. Wolfensohn, m'a adressée le 23 décembre 1998 concernant la République centrafricaine (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir porter le texte de cette lettre à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) Kofi A. ANNAN

ANNEXE

Lettre datée du 23 décembre 1998, adressée au Secrétaire général
par le Président de la Banque mondiale

Je crois comprendre que vous comptez bientôt rendre compte au Conseil de sécurité des progrès accomplis par la République centrafricaine sur la voie du rétablissement de la paix et de la sécurité et présenter vos recommandations sur l'avenir de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine (MINURCA) actuellement déployée dans ce pays. Je voudrais partager avec vous notre évaluation des perspectives qu'offre le programme de consolidation financière et de réforme économique de la République centrafricaine actuellement exécuté avec le concours des institutions de Bretton Woods ainsi que nos vues sur le lien qui existe entre ce programme et les dispositions prises en matière de maintien de la paix.

La communauté internationale a conclu un pacte non écrit lorsqu'elle a décidé d'aider à rétablir la paix et inverser la tendance à la paupérisation en République centrafricaine. Dans le cadre d'une série de mesures qui se renforcent mutuellement, le Conseil de sécurité a dépêché une force de maintien de la paix et les institutions de Bretton Woods se sont engagées à soutenir un programme de réforme économique, tandis que d'autres partenaires ont contribué à l'organisation et à l'observation des élections législatives. Jusqu'ici, ces initiatives portent leurs fruits – la sécurité s'est améliorée, le premier tour des élections législatives s'est déroulé paisiblement et la situation économique s'est stabilisée. Le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé une facilité d'ajustement structurel renforcée au mois de juillet dernier. L'Association internationale de développement a parrainé une réunion de donateurs en juin dernier et prépare actuellement un crédit à décaissement rapide pour appuyer la réforme de la politique économique. Nous comptons nous rendre à nouveau en République centrafricaine au mois de janvier, conjointement avec le FMI, en vue d'étudier la faisabilité d'une telle opération au printemps de 1999.

Si les forces de la MINURCA devaient commencer à se retirer le 15 janvier comme prévu dans la résolution du Conseil de sécurité en date du 15 octobre 1998, les chances d'amélioration continue de la situation économique seraient considérablement amoindries. La situation en matière de sécurité risquerait fort bien de se détériorer à nouveau. Les tensions politiques s'intensifieraient probablement à l'approche des élections présidentielles prévues pour août, tandis que la tâche de restructuration des forces armées resterait inachevée. Ces préoccupations de plus en plus vives en matière de sécurité ne manqueraient pas d'influer sur notre décision de savoir si nous devons demander à notre Conseil un crédit lié à la mise en oeuvre de réformes.

Je tiens à vous demander de bien vouloir tenir compte de ces facteurs lorsque vous rédigez votre recommandation au Conseil de sécurité. Nous sommes convaincus que 1999 sera une année charnière pour la République centrafricaine. Le retrait prématuré du soutien de la communauté internationale dans un secteur clef quel qu'il soit pourrait facilement compromettre, voire inverser, les progrès précaires accomplis jusqu'ici.

(Signé) James D. WOLFENSOHN
